



Conjoncture 2000 de l'emploi et de la formation en région

D'APRES UNE NOTE RÉALISÉE PAR L'ORM À
L'OCCASION DES RENCONTRES DE LA
FORMATION PROFESSIONNELLE ORGANISÉES PAR
LE CONSEIL RÉGIONAL
PROVENCE ALPES CÔTE D'AZUR

La reprise de l'activité économique qui s'est amorcée en région à l'été 97 se manifeste par une baisse du chômage dans toutes ses composantes (jeunes, CLD, femmes..) et ce, malgré l'arrivée continue de nouveaux actifs sur le marché du travail. La région est ainsi passée d'une "croissance paradoxale", augmentation modérée de l'emploi accompagnée d'une augmentation du chômage au début des années 90, à une "croissance nette" qui caractérise la nouvelle donne des années 99 - 2000.

D'autres mouvements de transformation se font jour, comme le retour à la croissance de taille des entreprises, ou encore la relance de la formation professionnelle initiale. Pour autant, certaines caractéristiques structurelles de la région demeurent : poursuite de la tertiarisation de l'emploi, système économique dual qui favorise à la fois des qualifications de base et de nouvelles professions "supérieures".

Face à ces évolutions conjoncturelles et structurelles de l'emploi, les enjeux de la formation sont complexes et divers. Cela va de l'enjeu de professionnalisation de l'enseignement supérieur (qui devra faire face à l'avenir à une forte diversité de la demande économique à ce niveau), jusqu'à la question de la persistance d'un noyau dur de sorties de l'école "sans qualifications".

Sur ce second point, et concernant la lutte contre l'exclusion considérée comme prioritaire par de

nombreux acteurs publics, la persistance du développement des qualifications de base en région peut constituer une opportunité, mais suppose de trouver de nouveaux modes de mobilisation et d'articulation des différents dispositifs de formation initiale et continue.

L'effet régulateur que peut avoir l'offre locale de formation professionnelle sur le marché du travail va dépendre d'une double adaptation à la réalité locale : aux viviers de jeunes et à leurs attentes en matière de formation et de socialisation, à la structure de l'emploi local et à la dynamique de renouvellement des métiers. A ce niveau, les politiques de territorialisation de l'offre doivent s'appuyer sur les différences et les complémentarités entre dispositifs, l'équilibre d'ensemble devant se construire au cas par cas dans chaque territoire, en référence à un diagnostic commun aux différents acteurs.

ECONOMIE : LES INDICATEURS D'UNE CROISSANCE STRUCTURELLE

Sur la période récente la reprise d'activité a été vive puisque l'emploi total progresse de 6% entre 1997 et 2000. Elle confirme le caractère créateur d'emploi sur longue période de la région. En effet, entre les deux derniers recensements, l'emploi total en PACA progresse de 3,3% alors qu'il diminue de 2,9% sur le territoire national.

L'évolution en dernière période (97 - 2000) se fait



Conjoncture 2000 de l'emploi et de la formation en région

LA CROISSANCE PROFITE ESSENTIELLEMENT AUX
GRANDS ÉTABLISSEMENTS

avec des différences fortes selon les secteurs d'activités : -7% pour l'agriculture, +3% pour le BTP, +6% pour le commerce, +1% pour l'industrie, +8% pour les services. Dans les services, certains secteurs sont particulièrement dynamiques, comme le secteur associatif, les services opérationnels (nettoyage, intérim), les activités récréatives, l'hôtellerie-restauration.

des très grandes et des très petites entreprises. Le parc d'établissements employeurs atteint 128 000 en 1999, soit une augmentation de 7% sur la décennie, ce qui atteste de la vitalité de la création d'entreprises et du tissu de TPE. Mais dans le même temps, ce sont les grands établissements qui connaissent la plus forte augmentation d'effectifs : pour une croissance moyenne de 6% de salariés entre les deux recensements, les entreprises de plus de 500 salariés connaissent en région une croissance de 10%, tandis que les très petits établissements ne croissent en effectif qu'à raison de 3%. Enfin, si la part des non salariés diminue légèrement (passant sur la période de 16 à 14,5% du total des actifs occupés), cela reste modéré et dans les mêmes proportions qu'au plan national (de 14,2 à 12,8%) et la région conserve un poids important des salariés dans les TPE (34% contre 26% en moyenne nationale).



INFLEXION DE LA DEMANDE D'EMPLOI EN JUILLET 1997

Source : Sud Insee conjoncture
Numéro 31 - Octobre 2000

Dans l'industrie, ce sont les industries électroniques qui connaissent la croissance la plus forte. Globalement, la reprise économique ne ralentit pas la tendance à la tertiarisation de l'emploi constatée sur longue période.

En revanche, on observe un renversement au regard des années 80 où la tendance était à la diminution de taille des entreprises. Le tissu économique de la région se transforme aux deux bouts de la chaîne

UNE CROISSANCE DÉMOGRAPHIQUE CONTINUE

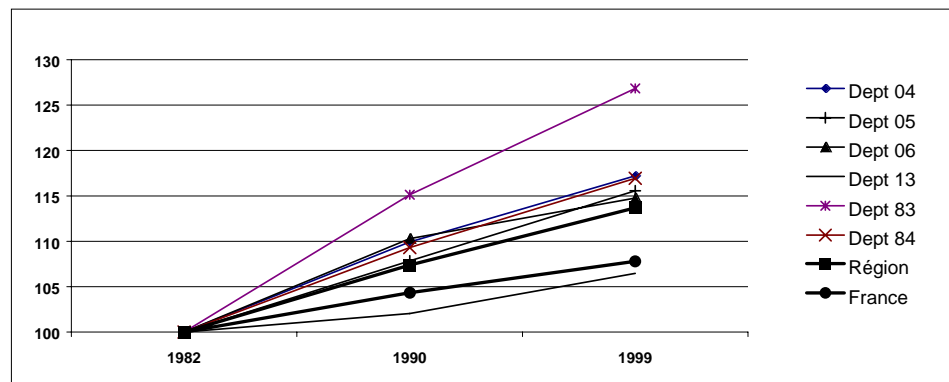
La région PACA se distingue de nombreuses régions de France par sa croissance continue de population sur longue période. La région a continué de croître entre 1990 et 1999 à un rythme proche 6% de ce qu'il était entre 1982 et 1990 (7%) et atteint au dernier recensement 4 508 000 habitants.

Cette croissance doit beaucoup au solde migratoire

EVOLUTION DÉMOGRAPHIQUE

1982 / 1999

Source Insee : Recensement de la population



positif d'une région très attractive. Examinée dans le détail des territoires, cette croissance conjugue deux mouvements bien localisés, solde naturel pour les Bouches-du-Rhône, installation de nouveaux arrivants sur l'Est et les départements alpins, contribution égale solde naturel / solde migratoire sur le Vaucluse. Le département du Var est particulièrement attractif et présente une croissance démographique de plus de 25% entre 1982 et 1999 contre 14% en région.

La population régionale est en moyenne un peu plus âgée qu'au plan national et la part des moins de 20 ans diminue entre les deux derniers recensements passant de 26 à 23% de la population totale. La part des plus de 45 ans, en revanche, augmente fortement pour atteindre près de 43% de la population. C'est dans les départements dont la croissance s'appuie sur le solde naturel (Bouches-du-Rhône et Vaucluse) que la part des classes jeunes est la plus forte.

Si les déplacements quotidiens hors de la commune de résidence se sont beaucoup accrues sur les dix dernières années (le taux de stabilité communale passant de 63,9% à 55,4%), les déplacements domicile-travail restent malgré tout largement à l'intérieur du bassin d'emploi traditionnel, la stabilité moyenne dans les zones d'emploi ne diminuant que de 2,8%, passant de 85,8 à 83%.

LA BAISSÉ DU CHÔMAGE DANS TOUTES SES COMPOSANTES

Fin septembre 2000, la région ne comptait plus que 264 450 demandeurs d'emploi (de catégorie 1+6), leur nombre ayant diminué de 12,4% sur un an. De ce fait, le taux de chômage régional sur la même période a baissé aussi pour s'établir à 12,9% de la population active. L'écart avec la France reste le même, autour de 3,5 points, le taux de chômage national étant de 9,5%.

La baisse du chômage profite à la plupart des catégories de chômeurs. Tout d'abord, le chômage de longue durée (1 an et plus) voit sa part baisser de 37,6% à 35% entre le 31/03/98 et le 31/08/2000. Le chômage des jeunes (moins de 25 ans) diminue aussi, bien que sa part reste autour de 13,7% du total. De même, le chômage des non qualifiés, tout en restant à 28,3% du total en 2000, a diminué entre

1998 et 2000. Enfin, les femmes ne sont que très peu pénalisées, puisque même si leur part augmente légèrement (+0,9% entre 1998 et 2000), leur taux de chômage est en baisse et leur taux d'activité a lui très fortement augmenté (+13,77%).

Cependant cette situation a aussi ses inconvénients car les entreprises connaissent quelques difficultés de recrutements : le volume des offres non satisfaites dans le mois recensées à l'ANPE est en effet passé de 8 102 au 3ème trimestre 99 à 11 316 au 3ème trimestre 2000.

Les familles professionnelles sur lesquelles on peut noter des tensions particulières sur le marché du travail renvoient aux secteurs en évolution positive mis en évidence dans le chapitre précédent. Les qualifications correspondantes sont, soit des qualifications de base en ce qui concerne les métiers de l'hôtellerie - restauration, du BTP et des transports, soit des qualifications élevées pour les métiers de l'électricité - électronique, les personnels administratifs et commerciaux, de l'intervention sociale ou de conseil et assistance.

CONDITIONS DE VIE, UNE ÉVOLUTION CONTRASTÉE : AUGMENTATION DES REVENUS SALARIAUX ET PERSISTANCE DE LA PRÉCARITÉ

Dans une région où la part des prestations sociales a augmenté en longue période, on note en 1998, une forte progression des revenus salariaux (+2,6%). Certes, la croissance économique a des effets positifs sur les salaires, l'emploi, mais la question de la précarité reste posée. La mise en relief de quelques indicateurs montre que persiste encore le dualisme entre des revenus salariaux en augmentation et des situations de précarité encore nombreuses.

Si le revenu net moyen évolue à la hausse, il faut cependant souligner des disparités entre les départements (135 483 F pour les Alpes Maritimes, 123 407 F pour les Hautes-Alpes). Par ailleurs, la part élevée des prestations sociales (41,4% des ressources des ménages) atteste d'une situation encore persistante de la précarité dans la région. Un bon nombre des ménages compte de façon importante sur des aides diverses pour vivre.

Cette part montre une dépendance de la population

LE CHÔMAGE, QUI A BAISSÉ DE FAÇON SIGNIFICATIVE, RESTE TOUTEFOIS NETTEMENT SUPÉRIEUR À LA MOYENNE FRANÇAISE.

CETTE BAISSÉ DU CHÔMAGE, QUI PROFITE EN RÉGION À TOUTES LES CATEGORIES DE CHÔMEURS, ENTRAÎNE POUR CERTAINES ENTREPRISES QUELQUES DIFFICULTÉS DE RECRUTEMENT. CE SONT LES MÉTIERS DES SECTEURS EN FORTE CROISSANCE QUI CONNAISSENT LE PLUS CRUELLEMENT CETTE "PÉNURIE DE MAIN-D'ŒUVRE".

MALGRÉ UNE AUGMENTATION POSITIVE DES REVENUS SALARIAUX, ON NOTE PARALLÈLEMENT UNE AUGMENTATION DE LA PART DES PRESTATIONS SOCIALES EN LONGUE PÉRIODE. LES SITUATIONS DE PRÉCARITÉ RESTENT DONC PRÉOCCUPANTES EN RÉGION.

LES NON-DIPLOMÉS SONT LÉGÈREMENT PLUS
NOMBREUX QU'AU NIVEAU NATIONAL, AINSI QUE LES
DIPLOMÉS DE NIVEAU "BAC ET PLUS".

LA RÉGION PRÉSENTE L'ORIGINALITÉ D'AVOIR UN
TAUX D'ORIENTATION VERS DES ÉTUDES LONGUES
ET GÉNÉRALISTES AINSI QU'UN TAUX DE SORTIES
PRÉCOCES DU SYSTÈME ÉDUCATIF UN PEU PLUS
FORTS QUE LA MOYENNE NATIONALE.

TAUX DE SCOLARISATION

	France	PACA
15-19 ans	90,30%	89,10%
20 - 24 ans	42,80%	43,20%

RP 99 - INSEE

vis-à-vis des transferts sociaux. Ces dernières années ont été marquées par l'augmentation du nombre de bénéficiaires des minima sociaux : +1,8% pour le RMI, +6,5% pour l'API, +4,3% pour l'AAH entre juin 1999 et juin 2000. En ce qui concerne le RMI, la région PACA connaît une progression du nombre de bénéficiaires alors que la France enregistre une diminution (-1%). Si l'on considère l'évolution infra régionale, celle-ci apparaît comme fortement contrastée d'un département à l'autre: +4,3% dans les Bouches-du-Rhône et -2,6% dans les Alpes Maritimes.

En ce qui concerne l'évolution des bénéficiaires de l'AAH, celle-ci est similaire à celle de la France (+4,7%) mais on retrouve également de fortes disparités entre départements : +2,2% dans les Alpes de Haute Provence et +6,3% dans le Vaucluse. La structure des diplômes est un indicateur permettant d'approcher les populations. Elle est à relier à l'analyse des conditions de vie. Elle se caractérise en région par un poids légèrement supérieur des non diplômés (20,3% contre 19,9% au niveau national) ainsi que des diplômés de niveau "Bac et plus" qui représentent 31% en région contre 29,9% en France.

LA FORMATION : PERSISTANCE ET ATTÉNUATION DU SYSTÈME "À DEUX VITESSES"

Comme pour le reste du pays la région PACA a connu, depuis une vingtaine d'années, une augmentation importante du taux d'accès d'une génération au baccalauréat. Aujourd'hui en région, ce taux est d'environ 60% (taux proche quoique légèrement inférieur à la moyenne nationale), même si, depuis 1995, il n'augmente plus et reste stable. L'originalité régionale tient dans le fait que les jeunes s'orientent vers des études longues et généralistes plus qu'en moyenne française. Les jeunes de 19 à 24 ans (voir tableau) sont, en effet, plus scolarisés. Le choix d'études longues est confirmé par le dernier recensement de population qui montre que la part des étudiants chez les 25 à 29 ans est plus forte

que pour le reste de la France (6,6% contre 5,9%). De la même façon, le taux d'inscription dans les filières de l'enseignement supérieur court est moindre (30% en PACA contre 33% en France pour les inscriptions en STS et en IUT)¹.

De manière contrastée, la région continue d'avoir également un taux d'échec scolaire et un taux de sorties précoces du système éducatif un peu plus important qu'au niveau national².

Une des causes invoquées pour expliquer ce système dual est la faiblesse de la formation professionnelle initiale. Or, le déficit de formation professionnelle initiale que l'on constatait auparavant est en voie d'être rattrapé. La progression des effectifs en apprentissage y contribue, de même que la poussée des effectifs en lycées professionnels. En effet, depuis le début de la décennie, l'appareil de formation professionnelle initiale a subi en région de profondes mutations. L'augmentation du nombre d'apprentis, qui s'élève à 40% entre 1990 et 1997 (contre 29 % au niveau national) explique en partie ce rééquilibrage. C'est l'évolution des effectifs en lycées, qui en volume, a le plus contribué à la réduction de l'écart (21% d'augmentation entre 1990 et 1997, contre 8% en moyenne nationale).

En conclusion, malgré des taux substantiels de poursuite d'études (post baccalauréat) longues et généralistes, la région Provence Alpes Côte d'Azur, compte encore beaucoup de sorties précoces du système scolaire. Ce fonctionnement à deux vitesses, bien que moins prononcé qu'il y a quelques années, laisse encore beaucoup de jeunes sans les qualifications nécessaires à leur insertion sur le marché du travail, et donne à la formation professionnelle continue des jeunes une place stratégique.

¹ - Source : Géographie de l'Ecole, Ministère de l'Education Nationale et de la recherche technologique, juin 1998, p 152.

² - Voir tableau ci-contre : le taux de scolarisation des 15-19 ans un peu plus faible en région, corrélé à un taux de redoublement un peu plus fort (pour 11% en moyenne nationale, 14% sur l'Académie d'Aix-Marseille, et 12% sur l'Académie de Nice).



Directeur de la publication : Jean-Claude APARICIO .
Conception graphique : Magellan.
Rédaction et mise en page : Équipe de l'ORM



41, la Canabière - 13001 Marseille
Tél. 04 96 11 56 56
Fax 04 96 11 56 59
E-mail info@orm-paca.org
Web orm-paca.org